

BORDEREAU D'ENVOI

Nom de la collectivité :

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU)

20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud

13800 ISTRES

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE

Tél : 04.42.56.64.86

Mail: contact@symcrau.com

Liste des pièces adressées le **05 AVR. 2018**

A

Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
Délibération : Mandat au CDG 13 pour une mise en concurrence relative à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents	N° 05/18	30 mars 2018

Fait à Istres le 03/04/2018

La Présidente du SYMCRAU,

Céline TRAMONTIN



ACCUSE DE RECEPTION :

Déposé en Sous Préfecture d'Istres le :

(tampon-dateur de la sous-préfecture)

05 AVR. 2018

Courrier arrivé



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 05/18

Objet de la délibération : Mandat au CDG 13 pour une mise en concurrence relative à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents

L'an deux mille dix huit
et le vingt-trois mars
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué n'a pu se réunir,
Le quorum n'ayant pas été atteint.
Le Comité Syndical, convoqué dans un délai supérieur
à trois jours francs, s'est réuni
L'an deux mille dix huit
et le trente mars
conformément à l'article 2121-17 du CGCT et
à l'article 9 du règlement intérieur
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN
pour délibérer valablement
sans condition de quorum,

Étaient présents :

- Membres à voix délibérative :
Mme Marylène BONFILLON, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M Jean-Pierre MUTERO,
M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN
- Pour les membres à voix consultative : néant
- Procurations :
De Monsieur Louis MICHEL à Madame Céline TRAMONTIN

Membres à voix délibérative en exercice : 31
 Membres à voix délibérative présents : 6
 Procuration : 1
 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 7

Secrétaire de séance : Mme Marylène BONFILLON

Rapporteur : Mme Céline TRAMONTIN

La Présidente informe les membres du Comité Syndical :

Le décret n°2011-1474, du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, ainsi que les arrêtés qui y sont attachés, permettent aux employeurs publics territoriaux de participer à l'acquisition par les agents de garanties d'assurance complémentaire santé et/ou prévoyance.

Cette participation reste facultative pour les collectivités.

L'article 25 de la loi du 26 Janvier 1984 prévoit que les centres de gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort et qui le demandent, une convention de participation, dans les domaines de la santé et de la prévoyance, dans le cadre de l'aide à la protection sociale complémentaire des agents,

Le centre de gestion des Bouches-du-Rhône, depuis plus de 7 ans, s'est engagé aux côtés des collectivités en matière de Santé et de Prévoyance permettant ainsi, grâce aux conventions de participation conclues en 2012 à 57 collectivités et près de 6200 bénéficiaires en Santé, et 4500 agents en Prévoyance, de bénéficier d'une couverture complète et performante.

Le conseil d'administration du CDG 13 a décidé, par délibération n°33/17 du 20 décembre 2017, de lancer une nouvelle mise en concurrence en mars 2018 pour un effet au 1er janvier 2019, afin de sélectionner de nouveaux opérateurs pour poursuivre cette protection sociale complémentaire.

Cette procédure a vocation de permettre :

- ✓ à tout employeur public territorial du département des Bouches-du-Rhône d'adhérer à un service mutualisé de conventions de participation en santé et/ou prévoyance,
- ✓ à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré à ce service d'accéder à une offre potentiellement attractive du fait de la mutualisation des risques, en garanties santé et/ou prévoyance, en raison de la participation financière de son employeur, et ce pour une couverture à effet du 1er janvier 2019.

La Présidente précise qu'afin de pouvoir envisager de recourir au service dans un objectif de meilleure couverture sociale des agents, il convient de donner mandat préalable au CDG13 pour mener à bien la mise en concurrence pour les risques santé et prévoyance, étant entendu que l'adhésion au service reste libre à l'issue de la consultation.

La Présidente indique que la réalisation du service s'effectuera selon les termes de la notice de présentation fournie par le CDG13 annexée à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n. 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 25 prévoyant que les centres de gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort et qui le demandent, une convention de participation, dans les domaines de la santé et de la prévoyance, dans le cadre de l'aide à la protection sociale complémentaire des agents,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la délibération n°33/17 du Conseil d'Administration du CDG13 en date du 20 décembre 2017 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du CDG13, en date du 23 février 2018,

Vu l'exposé de Madame la Présidente,

Vu les documents transmis (Note d'information et calendrier prévisionnel),

Il est proposé d'accorder un mandat au CDG13 :

- pour l'appel à concurrence en assurance complémentaire santé :

Donne mandat au CDG13 pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la conclusion d'une convention de participation en assurance complémentaire santé, étant entendu que l'adhésion de l'employeur reste libre à l'issue de la consultation menée par le CDG13, indique que la participation mensuelle brute de l'employeur s'élève à un montant unitaire de 1 €,

- pour l'appel à concurrence en assurance complémentaire prévoyance:

Donne mandat au CDG13 pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la conclusion d'une convention de participation en assurance complémentaire prévoyance, étant entendu que l'adhésion de l'employeur reste libre à l'issue de la consultation menée par le CDG13, indique que la participation mensuelle brute de l'employeur s'élève à montant unitaire de 1 €,

Le Syndicat prend acte que les caractéristiques précises, prestataires, garanties et tarifs, lui seront communiqués au terme de la procédure engagée par le CDG13 pour lui permettre de décider de son adhésion et des modalités de cette adhésion.

Pour chacune des assurances complémentaires, plusieurs formules seront proposées au Syndicat.

La durée du contrat est de six ans, à effet au 1^{er} janvier 2019, renouvelable un an.

Le Comité :

OUI l'exposé de Mme la Présidente,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

DONNE mandat au CDG13 pour l'appel à concurrence en assurance complémentaire santé et en assurance complémentaire prévoyance,

AUTORISE Madame la Présidente à signer les pièces nécessaires.

AINSI fait et délibéré à Salon de Provence, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Céline TRAMONTIN



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.